

# La pénurie du sachet de lait persiste

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4909 - Dimanche 20 octobre 2019 - Prix : 10 DA

Marche joyeuse et revendicative  
au centre-ville d'Alger

### «Libérez l'USMA, libérez...»

Page 24

Des opérations antiterroristes et des saisies d'armes

# L'ANP se dresse en rempart contre le terrorisme

Page 2

## Emeutes au Liban

Par Mohamed Habili

**D**e même qu'au Soudan, il y a maintenant plusieurs mois, le triplement du prix du pain a déclenché le mouvement qui conduira plus tard à la chute de Omar el-Béchir, ainsi au Liban une nouvelle taxe, touchant les messageries numériques, a fait déborder vendredi dernier la coupe déjà pleine des Libanais. Dans les deux pays, les gouvernements se sont acharnés comme à l'envi sur le niveau de vie de leurs administrés, qu'ils auraient sans doute réduit à la misère totale si ceux-ci avaient continué de se laisser tondre avec la même docilité. Cela dit, ce serait abuser du parallèle s'il devait être poussé plus loin. Entre les deux pays arabes en effet, il y a bien plus de choses qui les séparent que d'autres qui les rapprochent, même si les deux se sont trouvés à peu près en même temps en butte à d'énormes difficultés économiques, que leurs deux gouvernements ont cherché à dépasser en en faisant porter le poids sur les seules couches populaires. Ce qui est d'ailleurs la règle partout dans le monde. La grande particularité du Liban, c'est qu'il est le pays par excellence du communautarisme, ou plus exactement du confessionnalisme. C'est un pays où avant d'appartenir à une nation et à un Etat, on appartient à sa communauté. On y est sunnite, ou chiite, ou chrétien, ou autre chose, avant d'être libanais. Mieux, c'est l'Etat lui-même qui repose sur des bases confessionnelles. Dans un pays ainsi agencé, la révolution, une authentique révolution, différentes de celles du soi-disant printemps arabe, si elle doit éclater un jour, ne peut conduire qu'au dépassement et à l'abolition du confessionnalisme.

Suite en page 3

Annonces de grèves pour les 23 et 29 octobre

# Les syndicats renouent avec la contestation



P.H.D. R.

Les enseignants du cycle primaire devraient observer un débrayage d'une journée mercredi prochain. C'est ce à quoi a appelé hier l'Unpef (Union nationale des personnels de l'Education et de la Formation) dans un communiqué. Un appel qui intervient au lendemain de celui lancé par la CSA (Confédération des syndicats autonomes) qui prévoit elle aussi une grève le mardi 29 octobre, confortée en parallèle par la tenue de marches à travers les 48 wilayas du pays. [Lire page 2](#)

3<sup>e</sup> jour de manifestations au Liban

## La contestation grandit sur fond de ras-le-bol généralisé

Page 3

Khaima de la poésie populaire à Adrar

## Une vingtaine de participants au rendez-vous

Page 13

Annonces de grèves pour les 23 et 29 octobre

# Les syndicats renouent avec la contestation

■ Les enseignants du cycle primaire devraient observer un débrayage d'une journée mercredi prochain. C'est ce à quoi a appelé hier l'Unpef (Union nationale des personnels de l'Education et de la Formation) dans un communiqué. Un appel qui intervient au lendemain de celui lancé par la CSA (Confédération des syndicats autonomes) qui prévoit elle aussi une grève le mardi 29 octobre, confortée en parallèle par la tenue de marches à travers les 48 wilayas du pays.

Par Lynda Naili

**A** lors que le gouvernement avait tablé sur «une rentrée sociale sereine», cette dernière ne sera vraisemblablement pas un long fleuve tranquille pour de nombreux secteurs de la Fonction publique à l'instar de ceux de l'Education, de la Formation et de la Santé, dont les syndicats envisagent de renouer avec la contestation.

A ce titre, lors d'une réunion de son bureau national qui s'est tenue les 15 et 16 octobre derniers, l'Unpef qui tient le gouvernement pour «responsable de la dégradation des écoles primaires en matière d'entretien, de rénovation, d'équipement et d'approvisionnement», et évoquant «un contexte de colère syndicale», a décidé la confirmation des revendications phares du syndicat, à savoir : «Le maintien et la poursuite des travaux de la commission technique mixte relatifs à l'amendement du statut particulier garantissant l'équité pour l'ensemble des grades et corps du secteur en matière de classification, d'intégration et de promotion, l'application immédiate, avec effet rétroactif, du décret présidentiel 14-266». L'Unpef réclame également «le recouvrement, sans condition d'âge, du droit à la retraite proportionnelle, la révi-

sion de la classification des enseignants du cycle primaire, et ce, conformément au diplôme de recrutement et aux missions pédagogiques qui sont les leurs, la restructuration du cycle primaire et la réduction du volume horaire des enseignants». Il s'agit aussi pour l'Union nationale des personnels de l'Education et de la Formation de «la création de poste d'enseignants pour les matières scientifiques et littéraires ainsi que pour l'éducation physique, du recrutement d'adjoints d'éducation en vue de dispenser les enseignements de la mission de surveillance dans les cours et d'accompagnement des élèves aux réfectoires ou en tout autre lieu que la salle de classe». De plus, outre «la révision des méthodes et programmes pédagogiques à même d'atteindre, d'une part, la qualité dans l'enseignement et, d'autre part, alléger les cartables, la régularisation de la situation des enseignants formés après le 3 juin 2012 afin qu'ils puissent accéder au grade d'enseignant-formateur», le syndicat plaide, entre autres, pour «donner la possibilité à ces derniers la possibilité d'une promotion au poste de directeur d'établissement scolaire, l'octroi de postes nécessaires à la promotion au grade de professeur principal et formateur ainsi que l'activation



du dossier de la santé scolaire». De ce fait, en vue d'obtenir satisfaction de ses revendications, l'Unpef appelant à «une forte adhésion et mobilisation», invite «les enseignants du cycle primaire à observer une journée de protestation» mercredi prochain à travers «un arrêt de travail» durant cette journée et «la tenue d'assemblées générales de wilaya supervisées par le bureau national et les membres de coordination régionaux pour évaluer et tracer les actions qui découleront de cette protestation».

## CSA : appel à une grève générale le 29 octobre

Pour leur part, les treize syndicats autonomes qui compo-

sent la Confédération des syndicats autonomes (CSA) ont, eux aussi, appelé à un débrayage le 29 octobre prochain avec l'organisation de marches au niveau de toutes les wilayas. Ainsi, évoquant une rentrée sociale caractérisée par la cherté de la vie et une effroyable baisse du pouvoir d'achat accompagnée d'une augmentation du taux d'inflation, le conseil de la CSA a tenu jeudi dernier une session ordinaire pour évaluer cette rentrée sociale, l'étude de la situation actuelle des conditions socioprofessionnelles des travailleurs ainsi que l'actualité politique du pays, relate le communiqué de la CSA. A l'issue de cette réunion, les treize syndicats de la CSA, réitérant leur soutien au mouvement populaire pacifique, a confirmé

le maintien de la plate-forme de revendications. Il s'agit, en l'occurrence, pour l'essentiel, de la levée de l'astreinte sur les libertés syndicales, le dossier du code du travail, celui de la retraite, du pouvoir d'achat, de la santé publique et de la protection sociale. En outre, au-delà de ces revendications syndicales, la CSA a mis notamment en garde contre «des décisions déterminantes qui pourraient compromettre l'avenir des générations futures et toucher à la souveraineté nationale». A ce propos, les syndicalistes citeront l'exploitation, dans la conjoncture actuelle, du gaz de schiste, l'adoption des lois sur les hydrocarbures, la retraite ainsi que le code du travail.

L. N.

Des opérations antiterroristes et des saisies d'armes

## L'ANP se dresse en rempart contre le terrorisme

**L'**Armée nationale populaire poursuit sa lutte sans merci contre le terrorisme, en neutralisant les groupes terroristes, récupérant des armes et munitions et en détruisant des caches dans les différentes régions du pays. Chaque jour, l'Armée nationale populaire donne de terribles coups durs aux groupes terroristes. Ces opérations réitérent, encore une fois, la grande vigilance et la ferme détermination des Forces de l'ANP mobilisées à travers tout le territoire national, à préserver la sécurité de notre pays et mettre en échec toute tentative de porter atteinte à sa sécurité et sa stabilité.

Ainsi, depuis le début du mois en cours, l'ANP enregistre presque quotidiennement des résultats probants dans sa lutte antiterroriste.

Avant hier, une cache d'armes et de munitions a été découverte près de la bande frontalière sud à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire. Cette cache contenait également 2 fusils semi-automatiques de type Simonov, ainsi que sept chargeurs, deux chaînes de munitions et 1421 balles de différents calibres. Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont



été arrêtés jeudi passé, lors d'une opération menée par un détachement de l'Armée nationale populaire au niveau de Tinzaouatine, à Bordj Badji Mokhtar, en 6<sup>e</sup> Région militaire. Le même jour, deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Batna par un détachement de l'ANP.

Le 16 octobre dernier, deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés le 11 octobre à Khenchela par un détachement de l'ANP. Dix éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, le 8 octobre à Khenchela,

par un détachement combiné de l'Armée. Deux terroristes ont été capturés par un détachement de l'Armée nationale, une journée auparavant, lors d'une opération de reconnaissance menée dans la commune de Babar, wilaya de Khenchela, qui a permis également l'arrestation de deux éléments de soutien aux terroristes.

Dans le même cadre, grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement combiné de l'ANP a saisi, lors d'une patrouille de fouille et de recherche menée près de la bande frontalière sud à Tamanrasset, un véhicule tout-terrain, un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions s'élevant à 348 balles de différents calibres, ainsi que deux chargeurs et une chaîne de munitions.

D'autre part, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, lors d'une opération de fouille et de ratissage, toujours en cours, dans la zone de Koudiet El-Hebalat, commune de Oued Zehour, wilaya de Skikda en 5<sup>e</sup> Région militaire, une casemate pour terroristes contenant des produits et des outils entrant dans la fabrication d'explosifs, ainsi que d'autres objets. Un terroriste en possession d'un pisto-

let mitrailleur de type Kalachnikov et de munitions, s'est rendu le 7 octobre aux autorités militaires à Tamanrasset, alors que deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Tissemsilt et Khenchela.

Dans le même contexte, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, lors d'une opération de fouille et de ratissage menée dans la zone de Koudiet El-Hebalat, commune de Oued Zehour, dans la wilaya de Skikda, une casemate pour terroristes contenant deux bombes de confection artisanale et divers objets, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont arrêté deux éléments de soutien aux groupes terroristes à Tissemsilt et Khenchela. Une cache d'armes a été découverte, hier, par un détachement de l'Armée nationale populaire, lors d'une patrouille de fouille et de ratissage menée près de la bande frontalière sud, à Tamanrasset. Une cache d'armes contenant une arme anti-aérienne et six roquettes a été découverte jeudi à Tamanrasset, alors que deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Médéa et Ain-Defla.

Louiza Ait Ramdane

Distribution non équitable et glotonnerie de certains citoyens

# La pénurie du sachet de lait persiste

■ Le sachet de lait se fait rare dans certaines communes de la capitale, à l'image de Ain Benian, Zéralda, Staoueli, Alger-Centre et d'autres encore qui souffrent de cette rareté du lait. La cause de cette pénurie est la distribution non équitable mais surtout la glotonnerie de certains citoyens qui se permettent d'acheter chaque jour jusqu'à huit sachets de lait au moment où d'autres n'arrivent même pas à en trouver un seul.

Par Thinhinene Khouchi

La rareté du lait en sachet de 25 DA fait partie des nombreux problèmes auxquels doit faire face quotidiennement le citoyen. Depuis des années, les Algérois peinent à trouver ce produit subventionné par l'Etat. Pour preuve, on assiste dès 7 h du matin à des longues files d'attente devant les magasins d'alimentation générale dans de nombreux quartiers d'Alger. Pour cause, la distribution de lait en sachet n'est pas équitable dans la capitale et dans plusieurs wilayas du pays. S'ajoute à cela le «profitage» de certains citoyens qui se permettent d'acheter jusqu'à huit sachets quotidiennement. «Le connais un voisin qui est souvent le premier à faire la chaîne pour le lait, il achète jusqu'à 8 sachets de lait chaque jour ! Je me demande souvent ce qu'il fait avec autant de lait chaque jour», nous dira une mère de famille ajoutant : «avec des gens comme ça, bien sûr qu'après 9h il n'y a plus de lait». En effet, à Ain Benian ou Zéralda, le lait n'est pas disponible après 9h du matin contrairement à d'autres communes où on observe une abondance de ce produit jusque tard dans la journée. A l'image des communes de Gué de Constantine, Kouba et Bab El Oued où les citoyens ont droit jusqu'à huit sachets de lait par



jour. Cette distribution non-équitable agace les citoyens qui doivent se rendre le matin dans les communes voisines pour s'approvisionner en lait, ils souhaitent que ce problème soit réglé. «Depuis plusieurs semaines, la livraison du lait en sachet est perturbée. Le problème c'est que l'épicier qui se trouve à 20 mètres de moi est toujours approvisionné en lait en sachet mais moi pas», assure un épicier au quartier dit «La forêt» à Ain Benian. Questionné sur la raison de cette situation, notre interlocuteur nous dira : «Peut être parce que les distributeurs n'aiment pas monter jusqu'ici !

C'est une ruelle étroite» ajoutant : «Ce n'est pas nouveau car les épiciers qui se trouvent dans les petites ruelles ne se font pas livrer le lait à 25 DA». En outre, sur les hauteurs d'Alger, la rupture de distribution de lait sévit depuis plus d'un mois. C'est ce que confirme Ali, père de trois enfants, habitant à El-Achour. «Si tu rates la file de 7 h du matin devant l'épicerie du coin, tu ne parviendras pas à dénicher le fameux sachet de lait de 25 DA durant la journée. Il te faudra aller voir chez les communes voisines et si tu as de la chance tu pourras en trouver», nous confie-t-il. Dans la localité de Zéralda ou

même à Douera, ce problème existe aussi. Le sachet de lait de 25 DA est introuvable, seul celui de 50 DA est commercialisé. Les habitants se plaignent mais rien ne change. Une mère de famille habitant à Zéralda nous confie : «Je ne trouve pas de lait en sachet de 25 DA depuis 10 jours, seul le lait de vache est disponible à 50 DA». Enfin, pour ne pas avoir à se réveiller tôt et subir les longues files d'attente devant les épiciers, beaucoup de citoyens optent pour le lait en poudre malgré son prix qui n'est pas à la portée de tout le monde.

T. K.

3<sup>e</sup> jour de manifestations au Liban

## La contestation grandit sur fond de ras-le-bol généralisé

Troisième jour du mouvement populaire de contestation au Liban. A la mi-journée d'hier, de nombreux Libanais étaient déjà rassemblés dans le centre-ville de Beyrouth, pour une troisième journée de manifestations contre la classe politique accusée de corruption. Un mouvement inédit depuis des années qui a paralysé le pays.

En dépit d'une intervention des forces de l'ordre à coups de gaz lacrymogènes pour disperser la foule dans le centre-ville de Beyrouth devant le siège du gouvernement et des dizaines d'arrestations, les manifestants se mobilisent à nouveau à travers le pays. Dans le centre-ville, beaucoup de devantures de magasins sont détruites, certains ont été incendiés, des bennes à ordures et des pneus brûlés jonchent le sol. Le résultat de deux nuits, jeudi et vendredi, d'affrontements entre casseurs et forces de l'ordre. Hier, c'est le scénario des jours précédents qui se répète. En effet, des scènes de violence entre des manifestants et les forces de l'ordre secouent le Liban, où une explosion de colère contre une augmentation des taxes s'est transformée en grave crise politique. Du nord au

sud, d'est en ouest, des milliers de manifestants ont paralysé la circulation en coupant les artères principales à l'aide de bennes à ordures et de pneus brûlés. Écoles, banques, commerces et administrations publiques étaient fermés, les rues étaient désertes, alors que d'épais nuages de fumée noire, dégagés par les feux provoqués par les manifestants, couvraient le ciel de Beyrouth et des grandes villes. L'explosion de colère a été déclenchée jeudi 17 octobre au soir par une décision du Conseil des ministres d'imposer une taxe de six dollars par mois aux conversations par WhatsApp et d'autres messageries électroniques. Spontanément, des femmes et des hommes, de tous âges, ont commencé à affluer vers le centre-ville de Beyrouth, où se trouve le Grand Sérail qui abrite les bureaux du Premier ministre Saad Hariri. La foule, sans meneurs visibles, grossissait à vue d'œil et les manifestants, accusant la classe politique de corruption, ont réclamé le départ du gouvernement et la «chute du régime». L'annulation de cette taxe n'a pas ramené le calme. Vendredi soir, le Premier ministre Saad Hariri, confronté à

des appels à la démission de son gouvernement, a défendu les réformes qu'il tente de faire adopter pour redresser une économie exsangue. Il a accusé des membres de la coalition d'entraver ses efforts et donné à celle-ci 72 heures pour se prononcer clairement en faveur des réformes.

### Des dizaines de blessés

Si les autorités espéraient que la colère retomberait, elles ont été déçues. La mobilisation était encore plus importante et tout le pays était paralysé. La journée a été émaillée de nombreux incidents qui ont fait des blessés, à Tripoli dans le nord, la deuxième ville du pays, où des gardes du corps d'un ancien député, Misbah al-Ahdab, ont tiré sur la foule qui prenait à partie l'ex-parlementaire. Bilan : sept protestataires blessés. Mais les heurts les plus violents ont éclaté en soirée dans le centre-ville de Beyrouth. Des manifestants en colère, arrosés par des dizaines de bombes lacrymogènes, ont affronté les policiers, incendiant au passage des boutiques et des voitures et vandalisant des biens

publics. Des dizaines de personnes ont été arrêtées ou blessées et les forces de sécurité intérieures ont annoncé que 24 de leurs membres ont été atteints de blessures diverses. Les images retransmises en direct sur toutes les télévisions ont montré des scènes d'une violence inouïe, qui ont duré une grande partie de la nuit de vendredi à samedi. Surprises par l'ampleur du mouvement de contestation, les autorités sont apparues démunies. Certains hommes politiques ont appuyé les revendications des manifestants, plus pour régler de vieux comptes avec le président de la République Michel Aoun et son gendre et dauphin Gebran Bassil, le ministre des Affaires étrangères, que par souci de lutter contre la corruption. C'est le cas du chef druze Walid Joumblatt, qui a appelé ses partisans à participer «pacifiquement» aux manifestations «pour faire tomber le mandat», responsable, selon lui, de la détérioration de la situation. Walid Joumblatt soupçonne le chef de l'Etat de vouloir l'affaiblir en favorisant ses adversaires au sein de la communauté druze dans les nominations administratives et

LA QUESTION DU JOUR

## Emeutes au Liban

Suite de la page une

Comme les émeutes de vendredi dernier n'ont épargné aucune ville, aucun fief, aucune communauté, force est de constater qu'elles remplissent la principale condition d'une révolution dans ce pays. Plus significatif encore, beaucoup d'entre eux ont tenu à désigner le confessionnalisme comme la cause principale de leur paupérisation. Confessionnalisme et corruption pour eux en tout cas vont de pair. Le chef du gouvernement, Saad Hariri a prononcé le soir même une allocution dans laquelle il s'est adressé bien plus à ses partisans politiques, dont très clairement il s'estime lâché, qu'aux mécontents qui occupaient la rue. A aucun moment il n'a appelé au calme, ce qui pourtant était la moindre des choses. Il a au contraire sommé les partis confessionnels composant son équipe de soutenir les réformes engagées par son gouvernement dit d'union nationale, et ce, dans les 72 heures. Faute de quoi, il donnerait sa démission. Ce qu'il n'a pas dit en termes clairs, mais qu'il a suffisamment laissé entendre. Sa menace est d'autant plus crédible que ce fut pour ainsi dire la croix et la bannière pour former le gouvernement qu'il préside. Qu'il la mette à exécution, et ce sera la porte ouverte à toutes les éventualités, y compris au pire. A l'heure où ces lignes sont écrites, tous les ténors de la scène politique libanaise ne se sont pas encore exprimés. Certains l'ont fait, mais d'une façon informelle, sauf peut-être le ministre des Affaires étrangères, ce qui en a étonné plus d'un. Hassan Nassrallah en particulier, le secrétaire général du puissant Hezbollah, devait le faire hier dans l'après-midi, encore que ce soit à une occasion prévue depuis longtemps. On s'attendait à ce qu'il renouvelle son soutien à Saad Hariri. Or dans les circonstances actuelles, soutenir ce dernier, c'est d'abord ramener le calme dans son propre fief. A priori quelque chose dans les cordes du Hezbollah.

M. H.

autres postes étatiques. Le chef de l'ancienne milice chrétienne des Forces libanaises (FL) Samir Geagea, s'est aussi rangé du côté des contestataires. Se plaignant d'être marginalisé par le Courant patriotique libre (CPL) présidé par Gebran Bassil, Samir Geagea a trouvé dans cette explosion de colère une occasion inespérée pour discréditer et affaiblir le CPL, le plus grand parti chrétien du pays. L'attitude de Walid Joumblatt et Samir Geagea peut surprendre certains observateurs d'autant qu'ils sont représentés tous deux au sein du gouvernement dont ils réclament la chute. Meriem Benchaouia

## Education nationale

# Début des inscriptions aux examens de fin d'année à partir du 22 octobre courant

■ Les inscriptions des candidats scolarisés aux épreuves de 5<sup>e</sup> année, du BEM et du baccalauréat s'étaleront du 22 octobre au 10 novembre.

Par Siham N.

Les inscriptions des candidats aux examens nationaux de l'année scolaire 2019-2020 débuteront le 22 octobre courant sur la plateforme numérique, mise à la disposition des établissements d'enseignement, a indiqué samedi, le ministère de l'Education nationale dans un communiqué. Les inscriptions des candidats scolarisés aux épreuves de 5<sup>e</sup> année, du BEM et du baccalauréat s'étaleront du 22 octobre au 10 novembre, a précisé la même source. A noter que cette opération s'effectue désormais au niveau des établissements d'éducation via la plateforme numérique du secteur, selon le communiqué, indiquant qu'il incombe aux «chefs d'établissements d'effectuer les inscriptions de leurs élèves». Quant aux inscriptions des candidats libres aux examens du BEM et du baccalauréat session 2020, elles s'étaleront, précise la même source, du 22 octobre au 21 novembre sur les deux sites de l'Office national des examens et concours (ONEC): <http://bem.onec.dz> et <http://bac.onec.dz>. Le recours à la plateforme numérique de l'Education nationale, a rappelé le ministère, s'inscrit dans le



cadre de «l'élargissement progressif et continu des services offerts sur le système informatique du secteur», visant d'un côté, à mettre à jour les données, et de l'autre à atténuer les peines des élèves et de leurs parents, en

leur épargnant le lourd fardeau des inscriptions et des erreurs pouvant en découler». A ce propos, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a rappelé que l'élargissement des services numériques sur le

système informatique du secteur «touchera progressivement toutes les autres grandes opérations, en vue de rationaliser les dépenses et épargner temps et efforts».

S. N./APS

## Régions

## Projet d'élaboration du plan d'aménagement urbain du «Grand Médéa»

Le projet d'élaboration du plan directeur d'aménagement urbain (PDAU) du «Grand Médéa» a été examiné, en conseil exécutif restreint, en vue de définir les principaux axes d'extension urbaine et identifier les zones à urbaniser dans un futur proche, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. L'élaboration d'un PDAU intercommunal englobant les

communes de Médéa, Draa-Smar, Tamesguida, ainsi qu'une partie de la commune d'Ouzera, demeure «l'unique solution» pour transcender l'écueil de la rareté du foncier sur lequel bute sur l'expansion urbaine du chef-lieu de wilaya, soumis à une forte pression de la demande en matière d'habitat et d'équipements publics, a-t-on expliqué. Le projet vise, selon la même

source, à se doter d'un outil d'urbanisation «indispensable» à toute projection future en matière d'urbanisation et d'aménagement au sein de ce grand espace géographique, devant permettre de dégager de nouvelles assiettes foncières pour l'implantation et la programmation des projets d'habitat ou autres, a-t-on fait savoir. Il facilitera, a-t-on ajouté, le prélèvement et l'intégration

de parcelles de terrains «urbanisables», en prenant en ligne de compte, la préservation du domaine agricole, notamment les terrains déjà en exploitation, assurant en outre, que le projet en question permettra d'identifier les zones inondables ou représentant des risques de glissements, qu'il faudra exclure de toute urbanisation future.

R. N.

## Algérie Télécom

## Pose de 514 km de câbles de fibre optique en 2019

Un réseau de 514 kilomètres de câbles de fibre optique a été posé depuis le début de l'année 2019 à travers les communes de la wilaya de M'sila, a-t-on appris samedi de la direction locale d'Algérie Télécom. Cette technologie a permis le raccorde-

ment de 68 bureaux de poste au réseau de câbles de fibre optique dans le cadre d'une convention entre Algérie Télécom et Algérie Poste, a précisé la même source avant d'ajouter que 46 communes et 30 annexes communales ont été raccordées à ce

réseau. Au total, 1 957 km de câbles fibre optique ont été réalisés depuis plus de 3 années dans cette wilaya, ce qui a permis d'enregistrer une nette amélioration de la qualité de service au profit des clients d'Algérie Télécom, notamment les collecti-

vités locales, les bureaux de poste et des industriels, a-t-on expliqué. Une interconnexion en fibre optique reliant les wilayas de Djelfa, de Biskra, de Médéa, de Bouira et de Bordj Bou Arréridj a été concrétisée au cours de la même période, a-t-on conclu.

## La route qui tue

## Batna : 4 morts et un blessé dans un accident de la circulation

Quatre personnes sont mortes et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu vendredi soir dans la commune de Lazro, wilaya de Batna, selon le chargé de la communication de la Protection civile

locale, le sous-lieutenant Hassan Yahia Cherif. Le responsable a indiqué que 4 personnes, deux femmes et deux hommes, âgées entre 24 et 51, sont mortes et qu'une jeune femme de 24 ans a été grièvement blessée dans une

collision frontale entre une voiture touristique et un camion dans la commune de Lazro, le conducteur du véhicule figure parmi les victimes. Les dépouilles des défunts ont été transférées à la morgue du CHU de Batna et la blessée au

service d'urgence médicale, selon la même source. Les agents des unités de la Protection civile de Sariana, Ain Jasser et de Jerma ont été dépêchés sur les lieux pour apporter l'assistance nécessaire, a-t-il précisé.

R. T.

### Tin-Zaouatine Arrestation de 2 éléments de soutien aux groupes terroristes

DEUX éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés lors d'une opération menée par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) au niveau de Tin-Zaouatine, à Bordj Badji Mokhtar, indique vendredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a arrêté, le 17 octobre 2019, au niveau de Tin-Zaouatine, secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar (6<sup>e</sup> Région militaire), deux éléments de soutien aux groupes terroristes et saisi 3 téléphones portables et des sommes d'argent s'élevant à 588 000 dinars algériens et 22 000 francs CFA maliens», précise la même source. «Dans la dynamique des opérations visant à endiguer la propagation du fléau du narcotraffic à travers tout le territoire national», un détachement de l'ANP a arrêté, dans la commune de Hassi Messaoud dans la wilaya de Ouargla (4<sup>e</sup> Région militaire), «un narcotrafiquant et saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à 3,52 quintaux, dissimulée dans un camion», ajoute le communiqué. Ces résultats dénotent, encore une fois, «le degré de vigilance des éléments de l'Armée nationale populaire et leur détermination à traquer les criminels à travers tout le territoire national», conclut le MDN.

M. O.

### Aïn Témouchent Pas de dégâts suite à la secousse tellurique

AUCUN dégât matériel ni perte humaine n'a été enregistré suite à la secousse tellurique enregistré vendredi à Aïn Témouchent, a-t-on appris vendredi des services locaux de la Protection civile. Ces mêmes services n'ont enregistré aucun appel de secours ni effectué aucune intervention suite à cette secousse qui a été fortement ressentie par les habitants des communes d'El Amria, El Mallah, Aïn Témouchent, Terga et autres localités de la wilaya, a assuré à l'APS le directeur de la Protection civile. Cette secousse tellurique de magnitude 4 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée vendredi à 16h54mn à Aïn Témouchent, a annoncé le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 20 km au nord de Aïn Témouchent, a précisé la même source. Younés F.

## Pétrole

## Les prix terminent en légère baisse

■ Les prix du pétrole ont terminé en légère baisse vendredi, rattrapés en fin de semaine par les inquiétudes sur la vigueur de la croissance mondiale après des chiffres décevants sur l'économie chinoise.

Par Salem K.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a fini à 59,42 dollars à Londres, perdant 0,8 %, ou 49 cents, par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour novembre est descendu de 0,3 %, ou 15 cents, pour finir à 53,78 dollars. «Les prix du pétrole ont évolué dans une fourchette assez étroite cette semaine, le marché continuant de s'ajuster entre les données macroéconomiques et fondamentales», a souligné Martijn Rats de Morgan Stanley dans une note. Vendredi notamment, «la Chine a annoncé une croissance de son Produit intérieur brut au troisième trimestre de seulement 6 % sur un an, le rythme le plus faible en 27 ans et demi», a-t-il relevé. Le ralentissement de la croissance de la deuxième puissance économique mondiale fait craindre aux acteurs du marché de l'énergie un ralentissement de la demande en énergie. Toutefois, a souligné M. Rats, le chiffre sur la croissance chinoise «a été en partie compensé sur le fait que les raffineries chinoises ont en moyenne transformé 13,75 millions de barils par jour en septembre, un record». Les analystes continuaient aussi vendredi à digérer les chiffres du rapport hebdomadaire sur les



réserves de produits pétroliers aux Etats-Unis, entre un bond des stocks de brut de près de 10 millions de barils et un recul mar-

qué des stocks de produits transformés. La forte baisse de la cadence des raffineries, en pleine saison de maintenance, est à

l'origine de ces évolutions contrastées. Par ailleurs, le géant pétrolier saoudien Aramco va repousser le lancement officiel

de son entrée en Bourse, prévu le 20 octobre, a indiqué jeudi une source proche du dossier sous couvert d'anonymat. Cette décision est susceptible de reporter à décembre ou janvier, au lieu de novembre, la première cotation des actions Aramco sur une plateforme boursière, a indiqué cette source. «Des conditions de marché défavorables avec des prix amorphes sont probablement la raison de ce report», a expliqué Bjarne Schieldrop, analyste pour SEB. Plusieurs analystes ont en effet interprété cette décision comme une volonté de la part de Ryad de faire remonter les prix du brut pour apporter à Aramco une valeur plus importante au moment de son arrivée sur les marchés financiers. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont le chef de file est l'Arabie saoudite, et ses alliés, dont la Russie, se retrouveront début décembre à Vienne pour discuter du futur de leur accord de limitation des extractions. Néanmoins, «les inquiétudes autour d'un ralentissement de la croissance de la demande de pétrole et les doutes concernant la capacité de l'Opep à rééquilibrer le marché subsistent et vont probablement affecter les prix à court terme», ont résumé Daniel Hynes and Soni Kumari, analystes pour ANZ. S. K. /APS

## Matières premières

## Le palladium bat des records, le café à la traîne

Le palladium a battu de nouveaux records cette semaine, porté par les bons chiffres de l'industrie automobile européenne. Le métal précieux est ainsi monté jeudi jusqu'à 1 784,95 dollars l'once, du jamais vu. «Le palladium vaut deux fois plus cher que le platine, une première dans l'histoire», a en outre observé Daniel Briesemann, analyste chez Commerzbank. Le métal précieux est utilisé à 80 % dans l'industrie automobile, notamment dans les catalyseurs de véhicule essence. Il a bénéficié, ces dernières années, de la désaffection pour le diesel, à la suite du scandale des moteurs truqués, dont les véhicules utilisent plutôt du platine. Signal positif pour le marché, l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) a publié mercredi des chiffres

rassurants : le marché automobile européen a bondi de 14,5 % en septembre sur un an. Mais l'analyste pointe surtout «des années d'offre insuffisante qui ont abouti à une situation de marché très tendue». Selon lui, la tendance haussière pourrait se poursuivre à court terme, avant une correction à moyen terme. Sur le London Platinum and Palladium Market, l'once de palladium valait vendredi 1 758,00 dollars à 14h00 GMT, contre 1 749,00 dollars à la clôture vendredi dernier. Par ailleurs, l'or s'est stabilisé après avoir un peu baissé la semaine dernière. Sur le London Bullion Market, l'once d'or valait 1 490,12 dollars vendredi vers 14h00 GMT, par rapport à 1 489,10 dollars le vendredi précédent. Le métal jaune navigue autour des 1 500 dollars l'once depuis le mois d'août, un

niveau plus vu depuis 2013. Les métaux industriels, à l'instar du cuivre et de l'aluminium, ont temporisé cette semaine, affectés par la révision à la baisse par le Fonds monétaire international (FMI) mardi des prévisions de croissance pour la Chine, avertissant des conséquences néfastes de la guerre commerciale sino-américaine sur l'économie. La semaine dernière, les métaux industriels avaient gagné du terrain, profitant de l'optimisme entourant les négociations commerciales entre les deux grandes puissances mondiales. «Sans surprise, le ralentissement de l'industrie et plus largement du commerce a freiné la hausse», a commenté Alastair Munro, de Marex Spectron. Toutefois, «les métaux de base ont semblé assez peu sensibles aux données macroéconomiques décevantes», a-t-il

souligné. Sur le LME, la tonne de cuivre pour livraison dans trois mois s'échangeait à 5 813,00 dollars vendredi à 14h00 GMT, contre 5 796,00 dollars le vendredi précédent à la clôture. La tonne d'aluminium pour livraison dans trois mois valait de son côté 1 736,50 dollars, contre 1 720,00 dollars la semaine dernière. Cette semaine, le café est tombé mercredi à 1 211 dollars à Londres, un plus bas depuis la cotation du contrat en 2008, et à 92,25 cents à New York, un plus bas en un mois, pénalisé par les conditions météorologiques et la faiblesse de la monnaie brésilienne par rapport au dollar américain. Quand la monnaie du Brésil, premier producteur mondial, est affaiblie, les exportateurs peuvent se permettre d'accepter des prix plus bas sur le marché internatio-

nal puisqu'ils sont fixés en dollar et qu'ils réalisent un bénéfice en reconvertissant leurs gains en réais. «La demande a été calme ces dernières semaines, les acheteurs ne se montrant pas agressifs», a en outre constaté Jack Scoville, analyste chez Price Group. De plus, «les zones de production d'arabica ont eu la semaine dernière les pluies nécessaires à la floraison et les premiers constats montrent un très bon démarrage», a-t-il ajouté. Sur le Liffe de Londres, la tonne de robusta pour livraison en janvier valait 1 240 dollars vendredi à 14h00 GMT, contre 1 263 dollars le vendredi précédent à la clôture. Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'arabica pour livraison en décembre valait 93,90 cents, contre 93,70 cents sept jours auparavant. Malek Y.

## Japon

## L'inflation a continué de ralentir en septembre

Les prix à la consommation au Japon (hors produits frais) ont à peine augmenté de 0,3 % en septembre sur un an, atteignant ainsi un nouveau plus bas depuis 2017, selon des données publiées par le ministère des Affaires intérieures. L'inflation dans le pays décline depuis le mois de mai, sur fond notamment de la baisse des prix de l'énergie. En excluant

également la composante énergétique, l'inflation aurait ainsi été légèrement supérieure en septembre (0,5 % sur un an). La faible progression de l'inflation le mois dernier est conforme aux attentes des économistes du consensus Bloomberg, mais elle complique encore un peu la tâche de la Banque du Japon (BoJ), qui vise à terme une hausse des prix de 2 %.

Depuis des semaines, les spéculations vont bon train sur d'éventuelles nouvelles mesures de la BoJ à l'issue de sa prochaine réunion de politique monétaire les 30 et 31 octobre. La BoJ livrera aussi ses nouvelles prévisions de croissance et d'inflation à cette occasion. Elle prévoit pour l'instant une hausse des prix d'environ 1 % sur l'exercice comptable

2019/2020. Le mois dernier, son gouverneur Haruhiko Kuroda avait laissé entendre que l'institution pourrait intervenir si elle estimait que ses perspectives d'inflation devenaient trop compromises. A compter d'octobre, l'inflation pourrait être artificiellement soutenue par le relèvement de la taxe sur la consommation dans le pays (équivalente à la TVA française), passée

d 8 % à 10 %. Mais ses effets réels sur les prix et sur la consommation des ménages restent encore incertains : des commerçants pourraient ainsi ne pas augmenter leurs prix, pour ne pas faire fuir les consommateurs, tandis que d'autres pourraient au contraire profiter du relèvement de la taxe pour le faire. R. E.

## Campagne agricole à Boumerdès

# La valeur de la production a avoisiné les 79 milliards de DA

■ La valeur globale de la production agricole (toutes filières confondues), à Boumerdès, pour la campagne 2018/2019, a avoisiné les 79 milliards de DA, a-t-on appris auprès de la directrice des services agricoles de la wilaya.

Par Nassima A.

« **C**e bilan positif» comme qualifié par M<sup>me</sup> Belakbi Ouerdia, «représente un taux de plus de 4% de la production agricole nationale, offrant à Boumerdès la 14<sup>e</sup> place nationale en matière de valeur agricole», a-t-elle indiqué.

La wilaya de Boumerdès occupe, depuis plusieurs années, la première place nationale dans la production de raisins, avec une moyenne de plus de 2 millions de tonnes/an, alors qu'elle est placée au 8<sup>e</sup> rang national, en matière de valeur de production de différents produits maraîchers (oignon entre autres), tout en étant parmi les meilleurs producteurs nationaux dans diverses filières agricoles, dont l'apiculture, l'agrumiculture, les œufs et autres, a ajouté la même responsable.

«Cet indice de valeur est appelé à la hausse, durant les prochaines campagnes agricoles, avec l'entrée en production des changements de filières opérés par nombre de maraîchers, qui se sont orientés vers la culture d'agrumes et de vigne», a fait savoir M<sup>me</sup> Belakbi.

Elle a expliqué «cette performance» de la wilaya, par différents facteurs liés notamment, à la «politique d'accompagnement et de soutien adoptée par les pouvoirs publics, outre la disponibilité d'un foncier agricole adapté, conjugué à une pluviosité abondante et des ressources hydriques assurant l'irrigation de plus de 20 000 ha de

terres agricoles», s'est-elle félicitée. La superficie agricole de la wilaya avoisine les 99 000 ha, dont 50 000 ha de terres classées à haut rendement, répartie sur 20 100 exploitations agricoles (entre publiques et privées).

Un taux de près de 32% de cette surface globale, bénéficie de l'irrigation agricole, grâce notamment aux ressources hydriques mobilisées par quatre barrages, 20 retenus collinaires, et près de 1 300 forages, entre autres.

Toujours selon les chiffres fournis par la DSA de Boumerdès, le secteur agricole local occupe près de 44 000 travailleurs (entre directs et indirects), sur une population rurale globale estimée à 220 000 âmes. La célébration de la Journée mondiale de l'alimentation, orga-



nisée à l'initiative de la DSA, en collaboration avec la chambre d'agriculture de la wilaya et d'associations professionnelles, a donné lieu à la tenue d'une foire des produits de la femme rurale, outre l'animation de communications thématiques.

N. A./APS

Ain Defla

## La production de la tomate industrielle multipliée par 10 en l'espace de 10 ans

La production de la tomate industrielle dans la wilaya de Ain Defla a décuplé en l'espace de 10 ans (de 2009 à 2019), dépassant légèrement les 2 millions de qx, a-t-on appris d'un responsable de la direction locale des services agricole (DSA). «La production de la tomate industrielle de la wilaya de Ain Defla a été multipliée par 10 en l'espace de 10 ans, passant de 200 000 qx en 2009 à plus de 2 millions qx à l'heure actuelle, soit une évolution de 1 000 %», a indiqué le chargé des statistiques à la même direction, Amar Sâadi, faisant état d'une production attendue de cette culture de l'ordre de 2,2 millions de qx pour la campagne agricole 2019-2020. L'accroissement de la superficie

consacrée à la tomate industrielle (2000 ha à l'heure actuelle contre 300 en 2009), le savoir-faire auquel recourent les agriculteurs dans l'itinéraire technique de la plante ainsi que les primes incitatives accordées à ces derniers sont autant de facteurs susceptibles d'expliquer le résultat obtenu par cette culture connue pour son cycle court (mai-septembre), a signalé M. Sâadi. Au sujet du maraîchage, il a par ailleurs fait savoir que Ain Defla occupe la 2<sup>e</sup> place à l'échelle nationale dans ce segment de la production agricole avec une satisfaction des besoins nationaux de 11,2 %, qualifiant ce résultat d'«encourageant» compte tenu de la faible étendue de la wilaya dont la surface agricole

utile (SAU), a-t-il précisé, «ne dépasse pas les 181 000 ha». Evoquant la journée mondiale de l'alimentation célébrée le 16 octobre de chaque année, il a soutenu qu'à l'instar des wilaya disposant d'un potentiel agricole important, Ain Defla s'emploie à participer de manière «efficace» à l'effort visant l'augmentation de la production agricole sur les plans qualitatif et quantitatif, et, par ricochet, contribuer à la réduction de la facture d'importation alimentaire du pays. «Une agriculture performante suppose un intérêt accru à certaines cultures stratégiques à l'instar des céréales et des semences», a-t-il affirmé, ajoutant que le défi pour Ain Defla consiste à se lancer «résolument» vers l'exportation.

Samy Y.

Mila / Commune de Teleghma

## Raccordement au réseau de gaz naturel de plus de 100 foyers

Un total de 100 foyers dans la mechtas de Dakhla Beloum relevant de la commune de Teleghma (sud de Mila), a été raccordé au réseau de gaz naturel. Organisée à l'occasion de la célébration du 58<sup>e</sup> anniversaire de la journée nationale de l'immi-

gration, l'opération d'alimentation en cette énergie de ces habitations a nécessité la mobilisation de plus de 11 millions DA, selon des explications données par le directeur de l'énergie, Mohamed-Cherif Berahem. Le projet de raccordement de ce groupement

d'habitation en gaz naturel a porté sur la création d'un réseau de transport de 9 km durant sans un délai de 80 jours, a souligné le même responsable. L'opération a été financée dans le cadre du budget communal, affecté au bénéfice de cette collectivité

locale, a-t-on encore noté. Les travaux de raccordement en cette énergie de six mechtas relevant de la même localité, seront entamés prochainement, a ajouté le même source qui a affirmé que cette action vise l'amélioration du cadre de vie des habi-

tants des groupements d'habitation secondaires de la localité de Teleghma et l'augmentation du taux de couverture en cette énergie dans la wilaya, a mobilisé un montant financier estimé à 40 millions DA. Une enveloppe financière de 3,38 milliards DA dont 2,6 milliards DA a été réservée pour la réalisation de 53 actions de raccordement en gaz naturel et le reste consacré pour la concrétisation de 25 autres liées à l'alimentation au réseau électrique dans le cadre de la caisse de la solidarité et de la garantie des collectivités locales, a rappelé le directeur de l'énergie. Dans la wilaya de Mila, le programme de célébration de cette journée a également englobé le raccordement au réseau d'eau potable (AEP) de plusieurs mechtas implantées dans la même commune, a-t-on signalé.

F. S.

Khenchela

## Lancement «prochain» de projets d'aménagement urbain dans plusieurs communes

Au total, 33 projets d'aménagement seront prochainement lancés à travers plusieurs communes de la wilaya de Khenchela, a-t-on appris des services de la wilaya. La commission des dépenses et des programmes de l'administration locale de la wilaya de Khenchela a récemment lancé un appel d'offres pour la réalisation «avant la fin de l'année en cours» de la première tranche du programme d'aménagement urbain ciblant 33 groupes d'habitations répartis sur 12 communes, selon la même source. Les com-

munes concernées par cette mesure sont Babar, El Mehmel, Ouled Rechache, Bouhmama, Metoussa, Ain Touila, Chechar, Beghai, N'ssigha, El Hamma, Kais, Taouzianet, Remila en plus du chef-lieu de wilaya, a-t-on indiqué. La même source a également fait savoir que la wilaya de Khenchela a consacré au titre de l'année budgétaire 2019, plus de 750 millions de dinars pour la concrétisation des projets d'amélioration urbain visant nombreuses cités à travers plusieurs communes. Pour

rappel, plusieurs opérations d'aménagement urbain ont été lancées au début de l'été dernier à la cité «Al Ahlam» dans la commune d'Ain Touila et dans les lotissements d'El Hama et Ouled Rechache, en attendant que des initiatives similaires puissent bénéficier aux autres cités enregistrant des déficits dans le domaine de l'aménagement urbain, et ce, dès le parachèvement des procédures administratives préalables au lancement de ce genre de travaux.

R. R.

Libye

# Passé d'armes à l'ONU autour d'une proposition africaine

■ Au Conseil de sécurité de l'ONU, une réunion à huis clos, demandée par la Côte d'Ivoire, l'Afrique du Sud et la Guinée équatoriale, n'a débouché sur aucun accord concernant la Libye.

Par Sabiha O.

L'idée, portée par l'Union africaine et les pays du Sahel, était de nommer un émissaire conjoint ONU-UA, mais les Européens et les États-Unis ne veulent pas en entendre parler. À New York, lors de l'Assemblée générale de l'ONU fin septembre, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, avait déjà porté la voix des Africains pour promouvoir, avec insistance, ce changement d'approche. Une nouvelle stratégie qui avait été déjà demandée en juillet lors du sommet de l'UA, à Niamey, puis répétée par plusieurs chefs d'État ouest-africains à la tribune onusienne, mais en vain.

## Une proposition de peu d'intérêt, selon Paris

Car les pays européens, notamment la France, avaient repoussé cette idée. Une source diplomatique française avait même affirmé que la proposition



d'un émissaire africain, à la place du Libanais Ghassan Salamé, n'avait que peu d'intérêt. Enfin, il y a deux jours, les États-Unis ont fait savoir qu'ils continuaient de soutenir l'envoyé spécial d'Antonio Guterres.

## Constat de désaccord

Dans ces conditions, il était évident que la réunion de ce mercredi ne pouvait que déboucher sur un constat de désaccord. Le projet de reprise du leadership par l'UA ne passe pas

auprès des pays qui ont aujourd'hui la main sur le dossier libyen, surtout pour la France, l'Italie et l'Allemagne. Selon des diplomates cités par l'AFP, il est reproché à l'UA l'absence d'implication de l'UA sur le terrain en Libye – son représentant étant présent en Tunisie et pas à Tripoli. Ces mêmes sources évoquent aussi le peu de réactions de l'UA aux rapports bihebdomadaires qui lui sont envoyés par Ghassan Salamé.

## Des frontières avant tout africaines

Néanmoins, pour défendre son projet, l'organisation africaine met en avant le fait que cela fait bientôt dix ans que les Occidentaux sont impliqués en Libye. Et que le bilan de ces dix

ans, c'est l'échec. En effet, les initiatives diplomatiques du plan Salamé, mis en œuvre par les Européens, patinent toujours alors que les combats continuent sur le terrain. Ensuite, l'UA fait valoir le fait que la Libye est un pays africain et que les conséquences de la désintégration de la Libye se font sentir en Afrique, particulièrement dans le Sahel. Enfin, les responsables de l'organisation estiment que toute solution politique pour une sortie de crise en Libye ne peut pas se passer de l'avis des Africains. "Après tout, ajoute une source diplomatique africaine à New York, les frontières de la Libye bordent la Tunisie, l'Algérie, le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Égypte. Pas la France et l'Allemagne.

S. O.

## Les autorités doivent élucider le sort d'une députée enlevée

LA MISSION des Nations unies en Libye (Manul) a demandé aux autorités dans l'est du pays de faire la lumière sur le sort d'une députée enlevée il y a trois mois à Benghazi, ville sous le contrôle des forces du maréchal Khalifa Haftar. Dans un communiqué paru jeudi sur son site, la Manul a affirmé que «les autorités compétentes dans l'est de la Libye sont légalement tenues de déterminer le sort de (Siham) Sergewa et le lieu où elle se trouve». «Il y a trois mois, Siham Sergewa, membre élue de la chambre des représentants, a été enlevée de nuit à son domicile à Benghazi. Depuis, son sort demeure inconnu», a rappelé la Manul. Siham Sergewa a disparu le 17 juillet à Benghazi – ville où siège le Parlement – après l'attaque de son domicile par un groupe armé, au lendemain de son intervention sur la chaîne de télévision Libya al-Hadath, proche de l'homme fort de l'est libyen Khalifa Haftar dont Benghazi est le fief. Le maréchal Haftar a lancé le 4 avril une offensive pour tenter de prendre la capitale Tripoli où est basé le Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU. Dans son intervention, M<sup>me</sup> Sergewa avait appelé à l'arrêt des combats et dénoncé le «radicalisme» de certains députés acquis à la cause d'un camp ou de l'autre, responsable selon elle de la division du Parlement. D'après la mission onusienne en Libye, depuis le début de l'offensive de l'Armée nationale libyenne (ANL) autoproclamée du maréchal Haftar, il y a une «augmentation alarmante du nombre de disparitions forcées» en Libye, notamment dans la capitale Tripoli, à Benghazi (est), Tarhouna (ouest) et à Mourzouk (sud). La disparition forcée de M<sup>me</sup> Sergewa est «un message de terreur adressé aux élus pour les décourager de s'exprimer librement», a estimé le communiqué. Depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi après une révolution, la Libye est plongée dans le chaos avec des luttes de pouvoir et des milices armées qui font la loi.

R. M.

## Tunisie

### Augmentation du déficit budgétaire de 26 % fin août

Le déficit budgétaire s'est aggravé de 26 %, à fin août 2019, en comparaison avec la même période de l'année écoulée, pour se situer au niveau de 3,2 milliards de dinars, selon les Résultats provisoires de l'Exécution du Budget de l'Etat, publiés par le ministère des Finances. Cette détérioration est expliquée essentiellement par la hausse considérable des fonds alloués au remboursement du principal de la dette de 77,6 %, entre 2018 et 2019 (mois d'août), pour dépasser les 5,2 milliards de dinars, d'après les données de ce département. L'aggravation du déficit est due,

aussi, à la hausse des dépenses hors principal de la dette de 16,4 %, durant les 8 premiers mois de l'année en cours, en raison notamment de la hausse des dépenses de gestion de 20,4 %. Il s'agit, en fait, principalement, de l'accroissement du volume de la masse salariale de 12,8 % à 11,2 milliards de dinars, et des interventions et transferts de l'Etat de 48,5 % à 3,8 milliards de dinars, en un laps de temps d'une année. Même constat pour les intérêts de la dette, qui ont cru de 13,5 %, en particulier suite à l'accroissement des intérêts de la dette extérieure (21,5 %) et de la dette intérieure (6,4 %). Pour

ce qui est des dépenses de développement, elles se sont maintenues quasiment stables, entre 2018 et 2019, pour ne pas dépasser les 3,7 milliards de dinars, ce qui représente seulement près de 12,8 % du total des dépenses de l'Etat, durant cette période. Afin de combler ce déficit, la Tunisie a eu recours au financement intérieur net (1,6 milliard de dinars), au financement extérieur net (1,2 milliard de dinars), aux revenus confisqués (300 millions de dinars) et aux recettes de privatisation et des dons (60 millions de dinars).

Fella Y./APS

## Mauritanie

### La croissance devrait plus que doubler à 6,9 % grâce aux secteurs extractifs et non-extractifs

La Mauritanie devrait enregistrer une croissance économique de 6,9 % en 2019, soit plus du double des 3 % de l'année 2018. C'est ce qu'a annoncé le Fonds monétaire international (FMI), à l'issue d'une mission effectuée dans le pays. Saluant les réformes économiques mises en place par les autorités, l'institution indique que cette croissance devrait être tirée à la fois par les secteurs extractifs et non-extractifs. Le renforcement de la stabilité macroéconomique et de la viabilité de la dette devrait également contribuer à améliorer les perspectives macroéconomiques du pays. «Les réserves internationales de la Banque centrale ont atteint 1,042 milliard de dollars (soit plus de 5 mois d'importation des secteurs non-extractifs), en hausse par rapport au niveau de 918 millions de dol-

lars à fin 2018. L'exécution du budget a généré un surplus important à fin août, et en conséquence, la dette extérieure publique devrait baisser à 66 % du PIB à fin 2019, en baisse par rapport au niveau de 69 % l'année dernière», a indiqué l'institution. Malgré des risques exogènes considérables liés à la volatilité des cours des matières premières et la décelération de la croissance mondiale, le FMI indique que la croissance du pays devrait également dépasser les 6 % en 2020. Des perspectives renforcées par l'exploitation prévue de gisements de gaz offshore. Notons qu'un décaissement de 22 millions \$ devrait être accordé au pays dans le cadre d'une facilité élargie de crédit (FEC) de 158,4 millions \$ accordée au pays en 2017.

A. E./Agences



Nord syrien

# Ankara et les forces kurdes s'accusent mutuellement de violer la trêve

■ Les forces kurdes et la Turquie se sont mutuellement accusées hier de violer une trêve dans le nord de la Syrie, qui impliquait un retrait des forces kurdes de la région frontalière en échange de l'arrêt de l'offensive turque lancée le 9 octobre.

Par Rosa C.

Un calme relatif semblait être revenu hier dans la ville clé de Ras al-Aïn, après des affrontements sporadiques la veille au soir, a constaté un correspondant de l'AFP. Du côté turc de la frontière, une journaliste de l'AFP a toutefois entendu quelques coups de feu provenant de Ras al-Aïn. Le commandement général des FDS a dit hier dans un communiqué son «engagement à respecter le cessez-le-feu». Mais un de leurs commandants, Redur Khalil, a indiqué à l'AFP que du «côté turc, on ne le respecte pas, ne permettant pas l'ouverture d'un couloir humanitaire pour sortir les blessés et civils bloqués dans la

ville de Ras al-Aïn». M. Khalil a estimé que Washington portait la responsabilité du «non-respect de l'accord, en sa qualité de garant et médiateur de la trêve de cinq jours négociée par les États-Unis avec la Turquie et annoncée jeudi soir». Ankara, de son côté, a également accusé les forces kurdes de violer la trêve, alors que «les forces armées turques respectent totalement l'accord», a déclaré le ministère turc de la Défense dans un communiqué. Le ministère a affirmé que «des terroristes (la Turquie qualifie ainsi les forces kurdes, ndlr) ont mené un total de 14 attaques dans les dernières 36 heures». Selon l'OSDH, 32 blessés, majoritairement des combattants, nécessitent des soins d'urgence

et six combattants des FDS sont décédés hier de leurs blessures, un convoi humanitaire n'ayant pu accéder à Ras al-Aïn. Le porte-parole des FDS, Kino Gabriel, a indiqué dans la nuit sur Twitter que «conformément à l'accord de cessez-le-feu (les FDS) sont désormais en position défensive sur toutes les lignes de front», sans dire clairement si elles ont entamé le retrait réclamé par la Turquie. «Nous répétons que nous ferons usage de notre droit légitime à l'autodéfense en cas d'attaque de la part des milices soutenues par la Turquie», a-t-il ajouté. Vendredi, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a pointé des problèmes de «coordination» pour assurer «un retrait sécurisé des combattants des YPG (Kurdes des Unités de protection du peuple, principale composante des FDS, ndlr) de la zone contrôlée par les Turcs couverte par l'accord». Il a dit espérer que, «dans les heures à venir, les Turcs et les combattants des YPG prendront au sérieux les engagements qu'ils ont pris». Les FDS ont également exhorté



PH. &gt; D. R.

Washington à «faire pression sur le côté turc pour ouvrir le couloir (humanitaire)». Le cessez-le-feu semblait déjà fragile vendredi. Des frappes de l'aviation turque et des tirs d'obus des supplétifs syriens de l'armée turque ont provoqué la mort de 14 civils et de huit combattants des forces kurdes dans le village de Bab al-Kheir et ses environs du nord

syrien, a annoncé l'OSDH. L'offensive lancée par Ankara le 9 octobre avec des supplétifs syriens a ouvert un nouveau front dans la Syrie en guerre depuis 2011, où les forces kurdes partenaires des Occidentaux dans la lutte contre le groupe État islamique (EI) ont accusé Washington de les avoir abandonnées. R. C.



## Commentaire

Atout

Par Fouzia Mahmoudi

Si les élections primaires américaines sont souvent utilisées pour démontrer la santé démocratique des États-Unis et ont été imitées, avec plus ou moins de succès, par de nombreux pays, l'exercice démontre également de nombreuses limites. Surtout lorsqu'il s'agit pour les différents candidats d'un même parti de se tirer dans les pattes et tenter à tout prix de se décrédibiliser les uns les autres. Souvent, les arguments invoqués durant les élections primaires sont utilisés lors de l'élection générale. Aujourd'hui, Hillary Clinton, qui pourtant ne fait pas parti des candidats à l'investiture démocrate, a accusé Moscou de s'ingérer à nouveau dans l'élection présidentielle US en faveur de Donald Trump en appuyant la candidature d'une élue en lice pour la primaire démocrate, «la favorite des Russes». Si la candidate malheureuse à l'élection de 2016 ne cite aucun nom, tout indique qu'elle pense à Tulsi Gabbard, élue démocrate de Hawaï qui s'est lancée dans la course à la Maison-Blanche. «Je crois qu'ils ont mis la main sur quelqu'un qui est en ce moment dans la primaire démocrate, et veulent qu'elle soit la candidate indépendante», a déclaré l'ex-secrétaire d'État, interrogée par David Plouffe dans le podcast «Campaign HQ» diffusé jeudi. «Elle est la favorite des Russes. Ils ont de nombreux sites et "bots" et d'autres manières de la soutenir jusqu'ici», poursuit-elle dans cette conversation avec David Plouffe, ancien conseiller de Barack Obama. Le raisonnement de Hillary Clinton est le suivant : Moscou, souhaitant la réélection de Donald Trump, cherche à promouvoir un «candidat indépendant» capable de récupérer des voix qui iraient autrement au vainqueur de la primaire démocrate. Les Russes «savent qu'ils ne peuvent pas gagner sans un candidat indépendant», a appuyé l'ancienne première dame. Elle imagine donc que Tulsi Gabbard, une fois hors jeu de la primaire démocrate, se présenterait tout de même au scrutin. Ces déclarations interviennent dans une séquence médiatique particulière pour Tulsi Gabbard. Le «New York Times» rapportait il y a quelques jours que des républicains étaient impressionnés par son énergie et son programme politique. Le théoricien d'extrême droite Mike Cernovich avait aussi dit d'elle qu'«elle semblait très Trumpienne». Mais la candidate âgée de 38 ans a rejeté certains soutiens venus de la droite et de l'extrême droite américaines. Au cours du dernier débat démocrate, en milieu de semaine, Tulsi Gabbard a jugé «complètement ignobles» les commentateurs de télévision qui la qualifiaient d'atout russe. Les services de renseignement américains ont conclu que la Russie avait interféré dans l'élection présidentielle de 2016, des accusations rejetées par Moscou. Tulsi Gabbard avait rencontré en Syrie, allié de la Russie, le dirigeant Bachar al-Assad en 2017, une visite qui avait valu à la jeune élue de nombreuses critiques aux États-Unis. Ainsi, les candidats démocrates n'ont pas besoin des républicains pour se descendre en flammes, une situation ubuesque qui ne peut que ravir la Maison-Blanche qui pour le moins peut espérer que les Américains seront rebutés par le triste spectacle qu'offrent des politiques qui leur inspirent toujours moins confiance et respect. F. M.

## Catalogne

### Chaos à Barcelone,

### 182 blessés après une manifestation monstre

De violents affrontements entre militants indépendantistes radicaux et forces de l'ordre ont provoqué des scènes de chaos vendredi soir dans le centre de Barcelone après une manifestation pacifique monstre contre la condamnation des dirigeants indépendantistes. Après des heures de guerre de positions près du commissariat central entre radicaux lançant des pierres ou des objets métalliques et forces de l'ordre répondant par tirs de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes, les troubles se sont ensuite étendus au reste du centre-ville, ont constaté des journalistes de l'AFP. De nombreux feux ont été allumés, notamment sur la Place de Catalogne, en haut des célèbres Ramblas, et des barricades élevées dans de nombreuses rues par des centaines de manifestants masqués ou casqués, criant «les rues seront toujours à nous». La police a aussi utilisé un canon à eau à leur encontre. Dans cette ville très prisée des touristes internationaux, la police régionale a conseillé en anglais sur son compte Twitter de «ne pas approcher» des zones du centre-ville en raison d'«actes violents et de sérieux incidents». Vers 23h00 GMT, la situation «paraissait plus calme», selon un porte-parole de la police régionale, dans la ville dont se dégageait une forte odeur de fumée. Après des heurts lors du blocage de

l'aéroport par plus de 10 000 personnes lundi, Barcelone avait déjà vécu des scènes de guérilla urbaine de mardi à jeudi, d'une magnitude moins importante que vendredi soir. Nées de la frustration d'une partie de la base indépendantiste, deux ans après l'échec de la tentative de sécession de 2017, ces violences ont marqué un tournant pour le mouvement séparatiste qui s'est toujours targué d'être non-violent. Selon un bilan du ministre de l'Intérieur Fernando Grande-Marlaska, avant que les violences ne s'exacerbent dans la soirée, 128 personnes ont été interpellées depuis le début de la mobilisation indépendantiste lundi tandis que 207 policiers ont été blessés. Au total, selon les services d'urgence, près de 500 personnes ont été blessées depuis le début de la semaine dans la région dont 60 vendredi soir à Barcelone. Avant que ces troubles n'éclatent, une manifestation monstre avait réuni 525 000 personnes, selon la police municipale, dans une ambiance festive, point d'orgue de la mobilisation entamée lundi contre la condamnation par la justice espagnole de neuf dirigeants indépendantistes à des peines de neuf à 13 ans de prison pour la tentative de sécession de 2017. Avec pour mot d'ordre «Liberté», des colonnes de dizaines de milliers de séparatistes étaient parties mercredi de

cinq villes de la région pour rejoindre Barcelone. «Cela fait des années que nous revendiquons (l'indépendance) avec beaucoup de patience et nous espérons que (cette mobilisation) sera le détonateur pour que la situation change», a déclaré David Blanco, un agent commercial de 56 ans. Les indépendantistes ont aussi organisé une grève générale dont les effets étaient manifestes dans cette riche région pesant un cinquième du PIB espagnol. A Barcelone, la célèbre basilique de la Sagrada Família a dû fermer ses portes tandis que l'opéra du Liceu a annulé sa représentation vendredi. La majeure partie des stands du marché de la Boqueria, très prisé par les touristes, et de nombreux commerces étaient fermés. Le constructeur automobile Seat avait mis à l'arrêt son usine de Martorell près de Barcelone qui emploie plus de 6.500 personnes. Les troubles en Catalogne ont aussi entraîné le report par la fédération de football du «Clasico» du 26 octobre entre Barça et Real Madrid, une des rencontres les plus visionnées sur la planète. A moins d'un mois des quatrièmes élections législatives en quatre ans en Espagne, ces troubles ont mis le gouvernement du socialiste Pedro Sanchez sous pression de la droite qui réclame des mesures exceptionnelles pour rétablir l'ordre.



Khaïma de la poésie populaire à Adrar

# Une vingtaine de participants au rendez-vous

■ La neuvième Khaïma de la poésie populaire, qui s'est ouverte jeudi à Adrar, est marquée par une forte participation nationale. Cet événement qui attire un nombreux public verra la participation d'une vingtaine de participants des quatre coins du pays. Des soirées musicales, des rencontres et des ateliers de formation sont au menu des organisateurs.

Par Abia S.

La ville d'Adrar œuvre pour assurer une dynamique culturelle dans la région. Des activités culturelles et artistiques s'organisent de temps en temps au bonheur de la population d'Adrar. Pour le mois d'octobre courant, un événement important s'est ouvert jeudi en présence d'un public nombreux. Il s'agit de la neuvième Khaïma nationale de poésie populaire qui réunit une vingtaine de participants issus de 14 wilayas.

Poètes, conteurs et conférenciers, rassemblés à cette khaïma à une date coïncidant avec la célébration de la Journée nationale de l'émigration (17 octobre 1961), valorisent la richesse et l'authenticité de ce patrimoine culturel immatériel et retracent son évolution, selon les organisateurs.

Des plus prolifiques de la région du Maghreb, que ce soit en termes de diversité des thèmes et des genres de poésie



populaire, les poètes algériens de différentes régions (Oranie, Centre, Constantinois, Hauts-Plateaux, Atlas saharien, Oued-Righ, Oued-Saoura et Grand

Sud) se sont fait une grande notoriété, à l'instar de Sidi Lakhdar Benkhelouf, Abdallah Benkeriou, Ahmed Lakehal, Ould Sid El-Hadj Keblaoui, Bentrifa

El-Midouni, Kaddour Ben Lakhdar, El-Chellali et autres, a expliqué le coordinateur de cette manifestation, Abdelkader Abid.

La Maison de la culture

d'Adrar et la direction locale du secteur entendent, à travers cette rencontre culturelle, constituer un fonds sonore de déclamations d'une sélection de textes algériens de qualité dans ce genre poétique, les faire découvrir au grand public, et d'honorer certains poètes en plus de répertorier leurs œuvres.

Le programme de cette manifestation culturelle de trois jours, prévue à la Maison de la culture et au niveau des résidences universitaires, comprend, en plus de récitals poétiques, un concours de lecture et d'apprentissage de textes de poésie populaire algérienne, encadré par les enseignants Sadek Kaddour (Chlef), Amar Ziaâr (Saïda) et Lamine Souiquet (Ouargla).

Des représentations musicales locales puisant leur répertoire de textes de poésie populaire «Melhoun», ainsi que des circuits touristiques pour les participants, sont également programmés dans le cadre de ce festival.

A. S.

## Festival national «Allah yajaal men khimatna khiam»

### Le patrimoine de la Saoura à l'honneur

Le festival national «Allah yajaal khimatna Khiam», dont le coup d'envoi a été donné jeudi soir à l'esplanade de la piscine olympique de Béchar, est dédié à la valorisation des différentes facettes du patrimoine de la Saoura, ont indiqué les organisateurs. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation qui s'étalera sur un mois a été marquée par des spectacles offerts par différentes troupes de

Baroud et de danses traditionnelles de la région (Houbi et Haydouss) ainsi que des expositions artistiques de troupes de Diwane, et ce, dans le but de mettre en exergue ce patrimoine culturel et artistique séculaire.

Placé sous le signe de «Contribuons à la protection du patrimoine», cet événement culturel se veut un rendez-vous pour la mise en valeur des activités des associations locales actives

dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine et un espace d'expression des différents genres musicaux, spécialement les jeunes groupes, artistes et autres ensembles artistiques de la région, soulignent des responsables de l'association culturelle «Saharienne», coorganisatrice du festival avec d'autres associations.

Des expositions de réalisations d'artisans, de femmes aux

foyers dans de nombreux domaines artistiques et décoratifs, des récitals de poésie locale «Zajal» et «Melhoun», ainsi qu'une série de matinées et soirées musicales et théâtrales animées par 320 artistes et musiciens locaux sont au menu de cette manifestation. Des artistes de renom, à l'exemple du groupe «Nora Gnawa», animeront à titre gracieux des soirées de la scène artistique de ce festival, organisé

grâce au bénévolat et donations financières des jeunes et de la population, selon les organisateurs.

Des spectacles pour enfants sont aussi au programme du festival, et ce, dans le but d'offrir à cette catégorie de la population des moments de joie et d'éducation artistique.

La gastronomie locale sera aussi à l'honneur pour faire découvrir ou redécouvrir les différents mets et tajine de la Saoura, à travers des concours consacrés aux plats traditionnels, aux gâteaux et autres confiseries du cru.

F. H.

## L'exposition «Léonard de Vinci» à Paris

### Une forte affluence du public attendue

180 000 pré-réservations, dix ans de travail, 160 œuvres exceptionnelles, certaines prêtées par la reine d'Angleterre et Bill Gates. L'exposition «Léonard de Vinci», qui ouvre ses portes jeudi au Louvre, s'annonce déjà comme celle des superlatifs.

L'accrochage des œuvres terminé, les équipes du musée ont pu découvrir vendredi l'exposition organisée dans le cadre des 500 ans de la mort de l'artiste (1452-1519).

En voyant toutes ces œuvres réunies, «on a presque l'impression de redonner vie à l'atelier de Léonard de Vinci. On est extrêmement émus», a réagi Vincent Delieuvin, conservateur en chef du patrimoine, département des peintures. «Il faut venir pour être ébloui. On n'en sort pas indemne», a-t-il glissé, alors que

une expérience en réalité virtuelle proposée en fin de parcours aux visiteurs.

Le «Salvator Mundi», porté disparu depuis son achat pour une somme vertigineuse il y a un an et demi (450 millions de dollars), a lui peu de chance d'être au rendez-vous. Officiellement, il a été acquis pour compléter la collection du Louvre Abu Dhabi.

«Le Louvre maintient sa demande de prêt donc on espère qu'il sera là. S'il n'est pas là, nous avons 162 œuvres, c'est déjà un succès. Seul le Louvre était capable d'une telle réunion car nous avons déjà cinq tableaux originaux de Léonard de Vinci», souligne le musée.

Mettre sur pied une telle exposition a nécessité dix ans de travail et des demandes de prêt un peu partout dans le monde,

auprès de la reine d'Angleterre qui a prêté 24 dessins, du British Museum, du Vatican et de l'Italie notamment.

A l'issue de négociations entre pays et entre musées, Rome a accepté de prêter plusieurs dessins dont le célèbre «Homme de Vitruve», œuvre fragile conservée à la Galerie de l'Académie à Venise qui va arriver de «manière imminente», selon le musée.

Via un parcours en quatre temps, l'exposition qui se poursuit jusqu'au 24 février 2020, propose de découvrir dessins, manuscrits, peintures, œuvres de ses contemporains ainsi que des réfectographies infrarouge permettant d'admirer la technique picturale du maître italien.

R. I.

## AGEND'ART

Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh ElFeth)

Jusqu'au 20 octobre :

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour.

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 7 novembre :

Exposition collective

«Balearics», avec la participation de 25 artistes méditerranéens, organisée par la

Fondation Balearia en partenariat avec l'Institut Cervantès

(Espagne).

Cercle Frantz-Fanon de

Riadh-El-Feth (El Madania,

Alger)

Jusqu'au 30 octobre :

Exposition de peinture «Vécu

au gré du pinceau», de l'artiste

Malika Laliem.



## Championnats arabes 2019 de voile L'EN au rendez-vous avec 18 athlètes

**DIX-HUIT** véliplanchistes représenteront l'Algérie aux prochains Championnats arabes (toutes spécialités), prévus du 21 au 27 octobre à Alexandrie (Egypte), a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAV). Il s'agit des spécialités Optimist, Laser 4.7, Radial, Standard et RSX, dans lesquelles l'Algérie sera présente, aussi bien en garçons qu'en filles. Dans la spécialité Optimist, réservée uniquement aux athlètes ayant moins de quinze ans, Les Verts seront représentés par trois athlètes dont une fille, alors que dans la spécialité Laser 4.7, réservée aux moins de 18 ans, ils seront

représentés par quatre véliplanchistes (2 Garçons et 2 Filles). En Radial et en RSX également l'Algérie sera représentée par quatre véliplanchistes (dont deux filles), alors que les deux derniers athlètes retenus pour ces Championnats arabes seront engagés dans la spécialité Standard. En marge de la compétition, l'Union arabe de voile tiendra le 25 octobre son Assemblée générale ordinaire (AGO), en présence du président de la FAV, Djilali Hacène. «L'Algérie espère glaner au moins une médaille, dans chaque spécialité», a indiqué l'instance fédérale, sans préciser la couleur de la médaille.

## Grand Prix Chantal-Biya de cyclisme (2<sup>e</sup> étape) Azzedine Lagab garde le maillot jaune

**LE CYCLISTE** algérien Azzedine Lagab a conservé le maillot jaune à l'issue de la deuxième étape du Grand Prix Chantal-Biya, disputée vendredi, sur une distance de 150,6 kilomètres, entre Yaoundé et Ebolwa, au Cameroun. Lagab, vainqueur de la première étape, disputée la veille, sur une distance de 109,6 km entre Bertoua et Abong-Mbang, est entré en troisième position, avec le même temps que le vainqueur de cette deuxième étape, le Slovaque Marek Canecky, soit un chrono de 3h34:45. L'autre Algérien, Hamza Yacine est entré en sixième position, avec treize secondes de retard sur Lagab, qui reste cependant leader au général, avec un temps total de 6h03:17. Lagab devance de 8

secondes son dauphin, Marek Canecky. Quatre étapes, sur une distance globale de 552 kilomètres, sont inscrites au programme de ce Tour qui se déroule du 17 au 20 octobre 2019 au Cameroun. L'Algérie est représentée par cinq cyclistes dans cette compétition, à savoir : d'Azzedine Lagab, Abderrahmane Mansouri, Nassim Saïdi, Hamza Yacine et Oussama Chebaloui, sous la conduite de l'entraîneur Chérif Merabet. La troisième étape, qui a eu lieu hier, s'est déroulée sur une distance de 116,4 kilomètres, entre Zoétélé et Meyomessala, alors que la quatrième et dernière étape, prévue aujourd'hui, se déroulera sur 166,4 kilomètres, entre Sangmélina et Douala.

## Athlétisme Melissa Touloum honorée à Béjaïa

**L'ALGÉRIENNE** Melissa Touloum, championne d'Afrique et arabe du 5000 mètres marche chez les moins de 18 ans, a été honorée vendredi par son club, l'AMC Béjaïa, en marge du semi-marathon international de ladite ville. Une plaque commémorative lui a été remise par Ferhat Azzam, le premier vice-président de la Fédération algérienne

d'athlétisme (FAA), pendant la cérémonie protocolaire du semi-marathon. Touloum, championne arabe du 5000 mètres marche, avait également offert l'or à l'Algérie pendant les Championnats d'Afrique 2019 des U18 et U20, disputés au mois d'avril dernier à Abidjan (Côte d'Ivoire).

## Tennis/Tournoi international ITF 15.000\$, Tabarka Rihane en finale



**LE TENNISMAN** algérien Youcef Rihane, associé au Marocain Anas Fattar, ont composé vendredi leur billet pour la finale du tableau double du Tournoi international ITF M15.000\$, qui se dispute à Tabarka (Tunisie), après leur succès devant les Argentins Ignacio Monzon et Fermin Tenti par deux sets à zéro (2-0). L'Algérien et le Marocain ont

remporté le premier set 6-2, avant de dominer à nouveau leurs adversaires, têtes de série N2, sur le même score. En finale, programmée hier, Rihane et Fattar devaient défier un autre duo argentin composé de Nicolas Alberto Arreche et Manuel Pena Lopez, têtes de série N1. Dans le tableau simple, Rihane a perdu au premier tour face au Belge Benjamin Dhoe sur le score 6-4, 6-2. Doté d'un prize-money de 15 000 USD, le tournoi qui se déroule sur les courts en terre battue de la station balnéaire tunisienne Tabarka, a drainé la participation de certains joueurs relativement bien classés sur le plan mondial (ATP), notamment l'Espagnol Pol Toledo Bague (435<sup>e</sup> ATP).

# Ligue professionnelle de football Ça se corse pour Medouar !

■ La situation semble se compliquer pour le président de la Ligue professionnelle de football, Abdelkrim Medouar, qui est décrié de partout, mais surtout par ses propres collaborateurs du bureau exécutif de la LFP.



Medouar dans de sales draps

Par Mahfoud M.

**A**insi, le vice-président de la Ligue, Djamel Messaoudene, est sorti de son mutisme pour dénoncer le «cavalier seul» de Medouar qui, selon lui, insiste pour travailler seul sans se référer aux membres du bureau. Il pense que le bureau de la Ligue a échoué dans sa mission, à cause justement du comportement de Medouar qui fait ce que bon lui semble. Les membres de son bureau lui reprochent, en fait, de se déplacer souvent à

l'étranger et vouloir donc gérer la Ligue à distance, ce qu'ils trouvent anormal. Messaoudene va loin, indiquant que le premier responsable de la LFP utilise les moyens de la Ligue à des fins personnelles. Pour argumenter justement ce point, il dira qu'il a donné la voiture de la Ligue à son fils qui l'utilise à des fins personnelles, demandant à ce que cela cesse. Le dirigeant de la LFP demandera l'intervention du président de la FAF, Zetchi, pour mettre le holà à ces abus, étant donné que la Ligue travaille grâce à la délégation de la

Fédération. Messaoudene affirme que le patron de la FAF doit intervenir pour éviter le pourrissement, ajoutant que ce dernier est au courant de ce qui se passe au niveau de la Ligue. La réponse de Medouar ne s'est pas fait attendre, puisqu'il indiquera que ce dernier a démissionné de son poste et n'a pas le droit de parler au nom des autres membres du bureau exécutif. Il dira qu'il est un président actif et qu'il est sur le terrain contrairement à lui qui s'est retiré complètement de la scène.

M. M.

## Arabie saoudite Belaili effectue sa première passe décisive

**T**itulaire hier face à l'équipe d'Al Taawon en championnat saoudien malgré son retour tardif, l'international Youcef Belaili a délivré sa première passe décisive en championnat. L'ancien joueur de l'Espérance Tunis a réussi à être décisif dans cette

rencontre sur le premier but de son club, après avoir contrôlé un ballon avant de dribbler un adversaire et donner une passe à son coéquipier Assiri qui a éliminé deux joueurs pour surprendre le portier d'un superbe tir. Youcef Belaili a tenté plu-

sieurs fois de tromper le gardien adversaire mais il n'est pas arrivé à inscrire son tout premier but en championnat. Score final 3-1 pour le club d'Al Ahli qui renoue avec la victoire face à un bon adversaire.

## Championnats du monde 2019 de judo (Juniors) Kechout et Bouabaoub sortis

**L**es judokas Karima Kechout (-70 kg) et Mouaad Bouabaoub (-90 kg), deux des quatre derniers représentants algériens aux Mondiaux 2019 «Juniors» qui se déroulent du 16 au 19 octobre à Marrakech (Maroc), ont été éliminés vendredi, dès leur premier combat, respectivement contre la Vénézuélienne Eliana Aguiar et le Biélorusse Aliakandr Sidoryk. Kechout a été éliminée par Ippon, au premier tour, dans un combat qui avait duré quatre minutes et quarante et une secondes, alors que Bouabaoub a été exempté du premier tour, tout comme son adversaire, contre lequel il s'est incliné éga-

lement par Ippon, après trois minutes et trente et une secondes de combat. Les deux derniers représentants algériens dans cette compétition sont : Anouar Hicham Hached chez les plus de 100 kilos (Messieurs) et Maroua Mameri chez les plus de 78 kilos (Dames). Il feront bientôt leur entrée en lice, respectivement contre l'Uzbek Shokhrakh Mamarasulov, et la gagnante du combat entre l'Ukrainienne Ruslana Bulavina et la Chinoise Zaho Xinmiao. L'Algérie a engagé un total de dix judokas dans cette compétition : six messieurs et quatre dames. Les six autres représentants algériens dans ces Mondiaux sont : Mohamed

Amine Tahra (-60 kg), Dris Marouane Messaoud (-66 kg), Abdelkader Mabrouk (-73 kg) et Karim Oudjane (-73 kg) chez les messieurs, ainsi que Nesrine Boudjemil (-57 kg) et Khadidja Belkhira (-57 kg) chez les dames. A l'instar de leurs coéquipiers, ces six judokas ont tous été éliminés dès leur premier combat. Au total, 517 judokas (294 messieurs et 223 dames), représentant 81 pays, participent à cet événement. Avec 25 athlètes engagés (13 messieurs et 12 dames), le Maroc est le pays le mieux représenté, entre autres devant la Russie (9 messieurs et 9 dames).

